

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°599 – 26 septembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Les comptes intermédiaires de la BOAD présentent une hausse du total bilan de 9,3 %

Lors de sa 147e session ordinaire, tenue en visioconférence le 18 septembre 2025, le Conseil d'administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [a arrêté](#) les comptes intermédiaires au 30 juin 2025. Le total du bilan a progressé de 9,3 %, passant de 3 893,5 Md FCFA (5,9 Md EUR) au 31 décembre 2024 à 4 256,5 Md FCFA (6,5Md EUR) à fin juin 2025. La banque régionale présente un résultat net de 22,2 Md FCFA (33,8 M EUR) et des fonds propres effectifs en hausse de 23,3 %, représentant 40,3 % du total bilan. La Banque souligne que l'émission hybride durable de février 2025 (500 M USD) a contribué au renforcement des fonds propres. Par ailleurs, la perspective de sa notation a été relevée de "négative" à "stable" au 1er semestre 2025.

Bénin

La production industrielle en hausse de 5,1 % en g.a au 2^e trimestre 2025

[Dans son bulletin trimestriel](#) sur la production industrielle au Bénin, l'Institut national de la Statistique et de la démographie du Bénin (Instad) indique qu'au deuxième trimestre 2025, la production industrielle au Bénin a augmenté de 5,1 % en glissement annuel (g.a), soutenue par la filière textile (+42 % en g.a), la filière carton et papier (+23 % en g.a) et par la filière métallurgique (+12 % en g.a). Cette amélioration

Le chiffre à retenir

30,6 M

Le volume en tonnes de marchandises manutentionnées au port de Lomé en 2024, soit une hausse de 1,8 % sur un an

de la production industrielle dans le pays est probablement portée par la montée en puissance de la zone industrielle de Glo Djigbé et à la hausse des investissements dans cette zone.

Burkina Faso

L'Etat finalise la prise de contrôle de la société sucrière SN SOSUCO

Le 18 septembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret actant l'expropriation des derniers actionnaires minoritaires de la Société Nouvelle Société sucrière de la Comoé (SN SOSUCO). Cette décision finalise la reprise de la société, initiée en 2023 avec le rachat des parts de l'actionnaire majoritaire Sucre Participation, et auprès de 8 autres actionnaires, représentant au total 99,96 % du capital. Avec ce nouveau décret, les 37 détenteurs restants, non réactifs à l'offre publique de rachat, ont été expropriés permettant à l'Etat de détenir 100 % de l'entreprise. Producteur majeur de sucre, la SN SOSUCO couvre la culture de la canne, le raffinage, le conditionnement et la valorisation des sous-produits. Selon les autorités, cette prise de contrôle vise à sécuriser l'approvisionnement national en sucre et à renforcer la souveraineté alimentaire.



250 M USD du Fonds mondial pour lutter contre les maladies infectieuses

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, le Burkina Faso [bénéficiera](#) d'environ 250 M USD de la part du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) pour le cycle 2024–2026. L'enveloppe, annoncée comme un don, vise à renforcer les programmes de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que les systèmes de santé (laboratoires, chaîne d'approvisionnement, ressources humaines).

Côte d'Ivoire

ENI cède 30 % de sa participation au gisement Baleine à Vitol

Le 25 septembre 2025, le groupe italien ENI [a annoncé](#) la finalisation de la vente d'une participation de 30 % du gisement offshore Baleine au négociant en matière première suisse Vitol. Ainsi, le groupe Eni détient désormais 47,25 % des participations dans le projet, tandis que la société d'Etat ivoirienne Petroci en détient 22,75 %. Selon le groupe italien, cette prise de participation contribue à renforcer son partenariat avec le négociant suisse, avec lequel il collabore déjà dans le cadre des projets Offshore Cape Three Points (OCTP) et Block 4 au Ghana. Pour rappel, le champ Baleine découvert en 2021 a une production de plus de 62 000 barils de pétrole et plus de 75 M de pieds cubes de gaz par jour. Selon le groupe ENI, le lancement de la troisième phase du projet devrait permettre d'atteindre une production de 150 000 barils de pétrole et de 200 M de pieds cubes de gaz par jour.

La BAfD accorde une facilité de 30 M EUR à Bridge Bank Group CI

Le 19 septembre 2025, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) et la banque commerciale Bridge Banque Group Côte d'Ivoire (BBG-CI) ont [signé](#) un accord

établissant une facilité de financement de 30 M EUR pour le soutien aux petites et moyennes entreprises. Le financement se décompose en un prêt subordonné de 10 M EUR visant à renforcer la base de capital de BBG-CI, une garantie de 10 M EUR pour le financement du commerce afin de répondre aux besoins d'importation et d'exportation des PME ivoiriennes, et une garantie de portefeuille de 10 M EUR pour soutenir les entreprises dirigées ou détenues par des femmes. BBG-CI bénéficiera également d'une assistance technique de l'Initiative pour le financement en faveur des femmes en Afrique (AFAWA) qui lui permettra d'adapter ses produits et services bancaires aux attentes spécifiques des entrepreneures.

Guinée

S&P attribue la note "B+" au pays

L'agence de notation internationale Standard & Poor's (S&P) [a attribué](#) à la Guinée sa première note souveraine "B+", avec perspective stable. Cette note reflète les progrès enregistrés en matière de stabilité macroéconomique, notamment la baisse de l'inflation à 3,5 % et la maîtrise du déficit budgétaire projeté sous 3 % du PIB pour la période 2025-2028. Elle s'appuie également sur le potentiel du secteur minier, porté par le projet de minerai de fer de Simandou, ainsi que sur le rebasage du PIB, désormais estimé à 36,3 Md USD en 2024 (soit un rehaussement d'au moins 40 %). En outre, selon les autorités, cette notation pourrait faciliter l'accès aux marchés de capitaux internationaux, renforcer la confiance des investisseurs et offrir une vitrine favorable pour la mobilisation de financements destinés aux projets structurants. S&P précise néanmoins que cette avancée exige d'être consolidée par une gouvernance renforcée et une transparence accrue dans la gestion des ressources. Elle appelle également à une diversification économique, afin de réduire la



dépendance au secteur extractif et d'élargir la base productive nationale.

Libéria

La Banque centrale fixe des frais standard de 2 % pour les retraits d'argent mobile

Le 4 août 2025, la Banque centrale du Liberia (CBL) [a annoncé](#) qu'un prélèvement de 2 % sera appliqué à tous les retraits effectués via les services de mobile money, que cela soit par portefeuille mobile ou auprès des agents. Cette directive s'applique à tous les opérateurs et vise à rationaliser les prix, encourager les paiements numériques et réduire la dépendance à l'égard de l'argent liquide. Elle s'inscrit dans le cadre des réformes financières visant à moderniser le système de paiement du pays, à améliorer l'accès aux services financiers, notamment dans les zones rurales et mal desservies, et à renforcer la transparence.

Inflation en baisse à 5,6 % en g.a. en août 2025

Selon l'Institut de la statistique et des services de géo-information du Libéria (Lisgis), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a) [s'est établi](#) à 5,6 % en août 2025, contre 7,4 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des services de santé (+16,6 % en g.a), porté principalement par la catégorie "Hospitalisation" (+40,8 % en g.a), des services de restauration et d'hôtellerie (+7,8 % en g.a) et de la catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+5,4 % en g.a).

Mali

L'Etat rend ses participations "non diluables et non contributives" dans plusieurs sociétés minières

Le 19 septembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret garantissant à l'État des parts non diluables et non contributives dans le capital de plusieurs entreprises minières. Cette mesure s'inscrit dans l'application du nouveau code minier adopté en 2023, qui vise à renforcer la souveraineté économique sur les ressources naturelles. Un premier protocole a été signé avec B2Gold, exploitant la mine géante de Fekola, comprenant également une révision des taux d'imposition, l'intégration du contenu local, et l'élargissement du rôle de l'Etat dans la gouvernance. D'autres compagnies, dont Allied Gold (mine de Sadiola) et Resolute Mining (mine de Syama), ont accepté ces nouvelles exigences. A ces acteurs de l'or, s'ajoutent des opérateurs du secteur du lithium tels que Lithium du Mali (mine de Torakoro) et les Mines du Lithium de Bougouni (mine de Foulaboula).

Mauritanie

Organisation d'un atelier pour la refonte du système des marchés publics

Les autorités mauritaniennes ont lancé le 22 septembre 2025 un [atelier](#) national consacré à l'évaluation et à la révision du Code des marchés publics, ainsi que du système de passation des marchés de la Banque Centrale. Organisé dans le cadre d'un partenariat entre le ministère des Affaires Économiques et du Développement et la Banque Centrale, l'objectif est de renforcer la transparence, améliorer la performance de l'administration et favoriser un environnement économique plus équitable, notamment en faveur des PME. En ce sens, un processus plus large de numérisation des procédures de passation des marchés, conduit par le Ministère de la Transformation Numérique, avec le soutien de la Banque Mondiale serait déjà en cours.



Niger

Inflation en baisse de 9 % en g.a. en août 2025

Selon [l'Institut National de la Statistique \(INS\)](#), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a.) continue de s'inscrire en zone négative, s'établissant à -9 % en août 2025, contre -9,1 % le mois précédent. Ce repli marqué du niveau des prix s'explique notamment par un effet de base important, alors que l'inflation avait atteint des niveaux élevés ces dernières années (9,1% en moyenne annuelle en 2024 selon le FMI), notamment à l'été 2024. Il est imputable principalement à la baisse en g.a. des prix des "Restaurants et services d'hébergement" (-18,4%), des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-12,4%), ainsi que des catégories "Information et communication" (-8,6%) et Ameublement, équipement ménager et entretien courant du ménage (-7,8%). A noter toutefois la hausse des prix des catégories "Loisirs, sports et culture" (+4,7%), "Vêtements et chaussures" (+3%), "Transports" (2,8%), "Soins personnels, protection sociale et bien divers" (+2,2%), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+1,5%) et "Assurances et services financiers" (+0,8%). En moyenne annuelle, le taux d'inflation est de -0,1 % en août 2025 (contre +1,6 % en juillet 2025).

Sénégal

Le Président effectue plusieurs rencontres stratégiques à New-York

En marge de la 80^e Assemblée générale des Nations Unies, le président Bassirou Diomaye Faye a multiplié les rencontres bilatérales avec des acteurs économiques et institutionnels majeurs. Avec [Dubai Port World](#), qui devrait livrer d'ici 2028 le port en eaux profondes de

Ndayane, les discussions ont porté sur le développement des infrastructures portuaires et la logistique maritime, confirmant l'ambition du Sénégal de devenir un hub régional. Avec l'entreprise américaine [Kosmos Energy](#), investisseur sur le champ gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), le suivi des projets énergétiques en cours a été abordé, dans une logique de bénéfices partagés. Avec la [Fondation Gates](#), les échanges ont porté sur la mise en place d'un programme de 10 M USD sur trois ans pour le soutien à l'identité numérique et l'intelligence artificielle. Enfin, la rencontre avec la [vice-présidente de Colombie](#) a ouvert la voie à une coopération Sud-Sud renforcée, notamment sur les enjeux de justice sociale et de développement durable.

Participation du ministre chargé de l'Economie à l'évènement BIG de Bpifrance

Le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération s'est [exprimé à l'occasion de la 11^e édition de l'évènement BIG Bpifrance](#), qui s'est tenue à Paris le 19 septembre 2025. Lors de cet évènement dédié à l'innovation et à l'entrepreneuriat, le ministre a défendu l'engagement du Sénégal à renforcer sa souveraineté économique et à accélérer la transformation structurelle du pays, tout en invoquant une exigence de transparence dans le débat économique. Le ministre a appelé à une coopération franco-sénégalaise fondée sur des partenariats gagnant-gagnant innovants et compétitifs, dépassant la logique de l'aide, et a souligné les opportunités d'investissement dans les secteurs stratégiques tels que l'agro-industrie, les infrastructures, le numérique et les énergies renouvelables.

Un nouveau contrat-programme rizicole pour réduire la dépendance aux importations

Le 20 septembre 2025, le ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et



de l'Élevage a présidé un [atelier](#) de bilan de la saison sèche chaude 2025. L'évènement a été marqué par la signature du contrat-programme riz 2026-2030 entre l'État sénégalais et le Comité interprofessionnel du riz (CIRIZ). Malgré une campagne 2025 aux rendements exceptionnels, le pays reste dépendant des importations à hauteur de 1,3 M tonnes par an. Pour rappel, l'objectif du programme à l'horizon 2030 est une production nationale couvrant 80% des besoins du pays. La réalisation de cet objectif devrait passer par des mesures de sécurisation du marché local, de contrôle des importations, mais aussi des incitations destinées aux importateurs pour accompagner les jeunes producteurs. Ce contrat-programme vient s'ajouter à de nombreux autres [projets](#) visant à développer cette filière.

Sierra Leone

24 M USD de la SFI pour le financement d'une cimenterie

La Société Financière Internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, [a annoncé](#) un financement de 24 M USD en faveur de MACCEM Industries SL Limited pour la construction d'une nouvelle usine de ciment à Freetown. Le projet, soutenu par un prêt direct de 12 M USD de la SFI et un prêt additionnel de 12 M USD via l'IDA20 IFC-MIGA Private Sector Window, vise une capacité annuelle de 657 000 tonnes. Première infrastructure de ce type en Sierra Leone depuis quatre décennies, l'usine devrait couvrir jusqu'à 65 % de la demande nationale, réduisant ainsi la dépendance du pays aux importations, tout en créant plus de 4 000 emplois directs et indirects. L'installation intégrera également de l'énergie solaire afin de réduire les coûts et l'empreinte carbone. Le portefeuille d'investissements de l'IFC en Sierra Leone atteint 43,5 M USD, avec des projets allant de l'agroalimentaire et de l'inclusion financière à l'énergie et aux télécommunications.

Togo

Le port de Lomé peut désormais accueillir des navires d'une capacité atteignant 24 000 EVP

Le 16 septembre, Lomé Container Terminal (LCT), terminal appartenant au groupe MSC et situé sur le port de Lomé, [a annoncé la fin des travaux de dragage](#) qui avaient débuté fin juillet 2025, lui permettant d'accueillir désormais les plus grands navires porte-conteneurs, d'une capacité de 19 000 à 24 000 EVP. Les travaux ont représenté un coût total de 7,5 M EUR, financés par LCT. L'objectif à terme pour la compagnie est d'atteindre une capacité annuelle de 2,5 M EVP. Selon la CNUCED, [le transport maritime assurerait environ 90 % des échanges commerciaux](#) du Togo, faisant du port de Lomé le poumon économique du pays. Il s'agit surtout d'activités de transbordement (64 % du trafic du port en 2019), mais le port représente aussi une porte d'entrée pour les pays comme le Burkina Faso, le Niger et le Mali. En 2024, près de [30,6 M tonnes de marchandises](#) ont été manutentionnées au sein du port de Lomé, représentant une hausse d'activité de 1,8 % sur un an.

